



Unité\*Travail\*Progrès

**REPUBLIQUE DU CONGO**



**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DE L'INDUSTRIE ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE**

# **NOTE DE CONJONCTURE**



**DEUXIEME SEMESTRE 2017 ET PERSPECTIVES POUR 2018**

**Décembre 2018**

# TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	3
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES .....	4
APERÇU GENERAL .....	5
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....</b>	<b>6</b>
1.1. Croissance économique .....	6
1.2. Prix des matières premières .....	7
1.3. Inflation .....	7
<b>II. ECONOMIE NATIONALE .....</b>	<b>8</b>
2.1. Secteur réel .....	8
2.1.1. Secteur primaire .....	8
2.1.1.1. Agriculture, élevage et pêche .....	8
2.1.1.2. Sylviculture et exploitation forestière .....	9
2.1.1.3. Industries extractives .....	9
2.1.2. Secteur secondaire .....	10
2.1.2.1. Industries Manufacturières .....	10
a) Industries alimentaires .....	10
b) Autres industries manufacturières .....	10
2.1.2.2. Electricité et eau .....	11
2.1.2.3. Bâtiments et travaux publics .....	12
2.1.3. Secteur tertiaire .....	12
2.1.3.1. Transports et télécommunications .....	12
a) Transports .....	12
b) Télécommunications .....	12
2.1.3.2. Commerce, restaurants et hôtels .....	13
2.1.3.3. Autres services .....	14
2.2. Effectifs employés .....	14
2.3. Inflation .....	15
2.4. Commerce extérieur .....	15
2.5. Finances publiques .....	16
2.5.1. Recettes publiques .....	16
2.5.2. Dépenses publiques et prêts nets .....	16
2.5.3. Soldes budgétaires .....	17
2.6. Situation monétaire .....	17
2.6.1. Avoirs extérieurs nets .....	17
2.6.2. Crédit intérieur .....	17
2.6.3. Masse monétaire .....	18
<b>III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2018 .....</b>	<b>19</b>
3.1. Economie internationale .....	19
3.1.1. Conditions financières .....	19
3.1.2. Croissance économique .....	19
3.1.3. Prix des matières premières .....	20
3.1.4. Inflation .....	20
3.2. Economie nationale .....	20
3.2.1. Secteur réel .....	20
3.2.2. Inflation .....	21
3.2.3. Finances publiques .....	21
3.2.4. Situation monétaire .....	21

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

ANAC	: Agence Nationale de l'Aviation Civile
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BM	: Banque Mondiale
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
BZV	: Brazzaville
CEC	: Centrale Electrique du Congo
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFCO	: Chemin de Fer Congo Océan
CTB	: Centrale Thermique de Brazzaville
DEP	: Direction des Etudes et de la Planification
DGB	: Direction Générale du Budget
DGDDI	: Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DGIFN	: Direction Générale des Institutions Financières Nationales
DRN	: Direction des Ressources Naturelles
F CFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
GWH	: Giga Watt Heure
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
MFB	: Ministère des Finances et du Budget
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PAPN	: Port Autonome de Pointe-Noire
PIB	: Produit Intérieur Brut
PN	: Pointe-Noire
PNB	: Produit Net Bancaire
RCA	: République Centrafricaine
SCPFE	: Services de Contrôle de Produits Forestiers à l'Exportation
SNDE	: Société Nationale de Distribution d'Eau
SNE	: Société Nationale d'Electricité
UE	: Union Européenne
WEO	: World Economic Outlook

# LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

*Pages*

## **TABLEAUX :**

Tableau n°1 : Production réelle (en millions de francs CFA).....	8
Tableau n°2 : Production du bois (en termes réels).....	9
Tableau n°3 : Production de la branche industries manufacturières (en millions de francs CFA) .....	10
Tableau n°4 : Production de la sous-branche industries alimentaires (en millions de francs CFA).....	10
Tableau n°5 : Production de la sous-branche autres industries manufacturières (en millions de francs CFA) ....	11
Tableau n°6 : Production nationale d'électricité .....	11
Tableau n°7: Production nationale d'eau .....	11
Tableau n°8 : Chiffre d'affaires des services de transport.....	12
Tableau n°9 : Chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications .....	12
Tableau n°10 : Chiffre d'affaires de « Commerce, restaurants et hôtels ».....	13
Tableau n°11 : Chiffre d'affaires par produit .....	13
Tableau n°12 : Effectifs employés (permanents et temporaires).....	15
Tableau n°13 : Indice des prix à la consommation.....	15
Tableau n°14 : Echanges extérieurs des biens (en milliards de francs CFA) .....	16
Tableau n°15 : Tableau des opérations financières de l'Etat (2016 - 2017).....	16
Tableau n°16 : Masse monétaire et ses contreparties .....	18

## **GRAPHIQUES :**

Graphique n°1 : Production de la branche agriculture, élevage et pêche .....	8
Graphique n°2 : Production pétrolière en 2017 (en millions de barils) .....	9
Graphique n°3 : Chiffre d'affaires de l'hôtellerie (en millions de francs CFA).....	14
Graphique n°4 : Masse monétaire et ses composantes (en milliards de francs CFA) .....	18

## APERÇU GENERAL

La croissance mondiale, au second semestre 2017, a été plus robuste que ce qu'elle était au premier semestre 2017, en raison principalement de l'accroissement de l'investissement dans les *pays avancés* et dans certains *pays émergents et en développement* exportateurs des produits de base ainsi que de l'affermissement du commerce mondial.

Dans les *pays avancés*, la croissance a été plus rapide au second semestre 2017, grâce à l'affermissement de la formation brute du capital fixe et à l'accélération de la constitution de stocks.

Dans les *pays émergents et en développement*, le surcroît d'activités est dû essentiellement à la hausse de la consommation privée. En Chine et en Inde, la croissance a été tirée par les exportations nettes et la consommation des ménages. Dans les pays exportateurs des produits de base (notamment le Brésil et la Russie, mais aussi l'Angola, l'Équateur et le Nigéria), la croissance a été induite par la reprise de l'investissement.

Concernant *l'Afrique Subsaharienne*, la croissance a été plus vigoureuse en 2017, avec un taux de 2,8% contre 1,4% en 2016. Ce regain d'activités est à relier avec le raffermissement de la croissance au niveau mondial, la remontée des cours des principales matières premières et les conditions financières internationales accommodantes.

La *zone CEMAC* a essuyé une récession en 2017, du fait des contreperformances des secteurs pétroliers et non pétroliers.

Les prix des matières premières ont connu une évolution contrastée en 2017. Les produits dont les prix ont accusé une baisse significative sont : le pétrole, le gaz naturel, le fer et les produits agricoles. Les prix du cuivre et de l'aluminium ont, quant à eux, augmenté de 9 % entre février et août 2017, en rapport avec la vigueur de la demande et la rigidité de l'offre.

S'agissant de l'inflation globale au niveau mondial, elle s'est ralentie au second semestre 2017, en raison de la baisse des prix du pétrole.

Au plan national, il y a eu, au second semestre 2017, une accélération de la croissance dans le secteur pétrolier et une récession dans la majorité des branches du secteur hors pétrole.

Les tensions inflationnistes se sont légèrement ravivées en 2017, mais le taux d'inflation est resté largement inférieur à la norme communautaire de 3%.

Tout comme au premier semestre 2017, la balance commerciale est restée excédentaire au second semestre 2017.

Les recettes budgétaires (dons exclus), au second semestre 2017, ont baissé de 11,2% en glissement annuel, à cause du recul des recettes non pétrolières. Les dépenses et prêts nets ont chuté de 28,8% entre le deuxième semestre 2016 et le second semestre 2017, sous l'effet de l'effondrement des dépenses d'investissement.

La situation monétaire à fin décembre 2017 est caractérisée par la chute des avoirs extérieurs nets, la baisse du crédit intérieur et la contraction de la masse monétaire.

Portant sur la conjoncture économique au second semestre 2017 et les perspectives pour 2018, la présente note aura trois parties. La première sera réservée à l'activité économique internationale, la deuxième, à l'activité économique nationale et la troisième, aux perspectives pour 2018.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Cette partie portera essentiellement sur la croissance économique, les prix des matières premières et l'inflation.

### 1.1. Croissance économique

La croissance mondiale, au deuxième semestre 2017, a été plus robuste qu'au premier semestre, sous l'effet d'un affermissement de la production industrielle et du commerce.

Dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2018, le Fonds monétaire international indique que la croissance mondiale, au second semestre 2017, a été supérieure à ce qu'elle était au premier semestre 2017. Cette accélération de la croissance résulte principalement de deux types de facteurs. Le premier est constitué de l'accroissement de l'investissement dans les pays avancés et de la reprise de l'investissement dans certains pays émergents et dans les pays en développement exportateurs de produits de base. Le second est l'affermissement du commerce mondial.

Dans les *pays avancés*, la croissance a été plus rapide au second semestre 2017 qu'au premier semestre, grâce à l'accroissement de la formation brute du capital fixe et à l'accélération de la constitution de stocks. En matière de commerce, les grands pays exportateurs, tels que les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont augmenté largement leurs exportations au cours de cette période. Dans le même temps, les pays avancés, à l'exception du Royaume-Uni, ont accru leurs importations.

Dans les *pays émergents et en développement*, le surcroît d'activités est dû essentiellement à la hausse de la consommation privée. Mais le tableau est contrasté dans ce groupe. En Chine et en Inde, la croissance a été tirée par les exportations nettes et la consommation des ménages. Dans les pays exportateurs des produits de base (notamment le Brésil et la Russie, mais aussi l'Angola, l'Équateur et le Nigéria), la croissance a été induite par la reprise de l'investissement. Dans les autres pays émergents et en développement, la croissance a été soutenue par l'accélération de la formation brute du capital fixe et la consommation des ménages. Sur cette période, les pays émergents et en développement, ont connu une accélération de leurs exportations et un rebond de leurs importations.

Concernant *l'Afrique Subsaharienne*, dans les Perspectives économiques régionales, le FMI a estimé que la croissance de la région a été vigoureuse en 2017, avec un taux de 2,8% contre 1,4% en 2016. Ce regain d'activités est à relier avec le raffermissement de la croissance au niveau mondial, la remontée des cours des principales matières premières et les conditions financières internationales accommodantes.

Selon la Commission de la CEMAC, la *zone CEMAC* a encore essuyé une récession en 2017. En effet, le taux de croissance global de l'activité économique a été de -0,1% en 2017, comme en 2016.

Les motifs de cette situation résident dans la contreperformance du secteur pétrolier dont l'activité a de nouveau baissé en 2017 avec une variation de -2,1% contre -6,2% en 2016. Il en va de même du secteur hors pétrole dont le taux de croissance est passé de 1,3% en 2016 à 0,3% en 2017.

## 1.2. Prix des matières premières

Selon le FMI, les prix des matières premières ont connu une évolution contrastée en 2017. Les produits dont les prix ont accusé une baisse significative sont : le pétrole, le gaz naturel, le fer et les produits agricoles.

S'agissant du pétrole, son prix a dévissé de 8,1% entre février et août 2017, à cause notamment d'une production plus élevée du gaz de schiste aux Etats-Unis et d'un redressement vigoureux de la production en Lybie et au Nigéria.

En ce qui concerne le gaz naturel, son prix a baissé de 9,6% entre février et août 2017, en raison principalement des facteurs saisonniers, d'une offre robuste aux Etats-Unis et en Russie ainsi que de la baisse des prix du pétrole auquel certains prix du gaz naturel sont liés.

Les prix du minerai de fer ont régressé d'environ 16%, en rapport avec l'augmentation de l'offre de fer en Australie, au Brésil et en Chine.

Les prix du cuivre et de l'aluminium ont, quant à eux, augmenté de 9 % entre février et août 2017, du fait de la vigueur de la demande et de la rigidité de l'offre.

En somme, les prix des métaux (fer, cuivre et aluminium) ont quasiment stagné en 2017. A titre d'exemple, ils ont varié de 0,8% entre février et août.

## 1.3. Inflation

Au deuxième semestre 2017, l'inflation globale au niveau mondial a ralenti à cause de la baisse des prix du pétrole. L'analyse de l'inflation par zone montre une évolution mitigée.

Dans la plupart des *pays avancés*, elle est demeurée modérée. Aux *États-Unis*, l'inflation hors alimentation et énergie est tombée à 1,4% en août 2017, contre un peu moins de 2% au début de 2017. Dans la *zone euro*, elle est d'environ 1,2% depuis avril 2017. Au Japon, depuis fin juillet 2017, elle se situe à un niveau faible. Au *Royaume-Uni*, l'inflation hors alimentation et énergie est plus élevée, en raison de la forte dépréciation de la livre depuis juin 2017.

Dans beaucoup de *pays émergents et de pays en développement*, on observe un fléchissement de l'inflation hors alimentation et énergie au second semestre 2017. Ce recul est imputable dans une large mesure à l'Inde et au Brésil. En Chine, l'inflation hors alimentation et énergie se situait à environ 2% en juillet 2017. En Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan, on enregistre des tensions inflationnistes soutenues, à cause de la dépréciation des monnaies, de l'élimination des subventions ou des relèvements des accises ou des taxes sur la valeur ajoutée.

En *Afrique subsaharienne*, l'inflation annuelle a régressé de façon significative au cours de la période passant de 12,5% en 2016 à 10,3% en 2017, en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires et du durcissement des politiques monétaires dans les pays exportateurs de pétrole.

Dans la *zone CEMAC*, le taux d'inflation a légèrement baissé pour s'établir en moyenne annuelle à 0,9% en 2017 contre 1,2% en 2016 en liaison avec : i) une amélioration de l'offre des produits vivriers et céréaliers dans les principaux bassins de production ; et ii) une abondance de l'offre sur le marché intérieur suite aux tensions sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun qui ont comprimé les exportations de la CEMAC à destination du Nigéria.

## II. ECONOMIE NATIONALE

Cette partie analysera l'évolution du secteur réel, du commerce extérieur, des finances publiques et de la situation monétaire au deuxième semestre 2017.

### 2.1. Secteur réel

Au second semestre 2017, le secteur réel a enregistré une évolution mitigée dans le secteur primaire et une récession dans les secteurs secondaire et tertiaire.

#### 2.1.1. Secteur primaire

Dans le secteur primaire, hormis les branches « Industries extractives » et « Sylviculture et exploitation forestière », toutes les autres branches ont connu une baisse d'activités.

##### 2.1.1.1. Agriculture, élevage et pêche

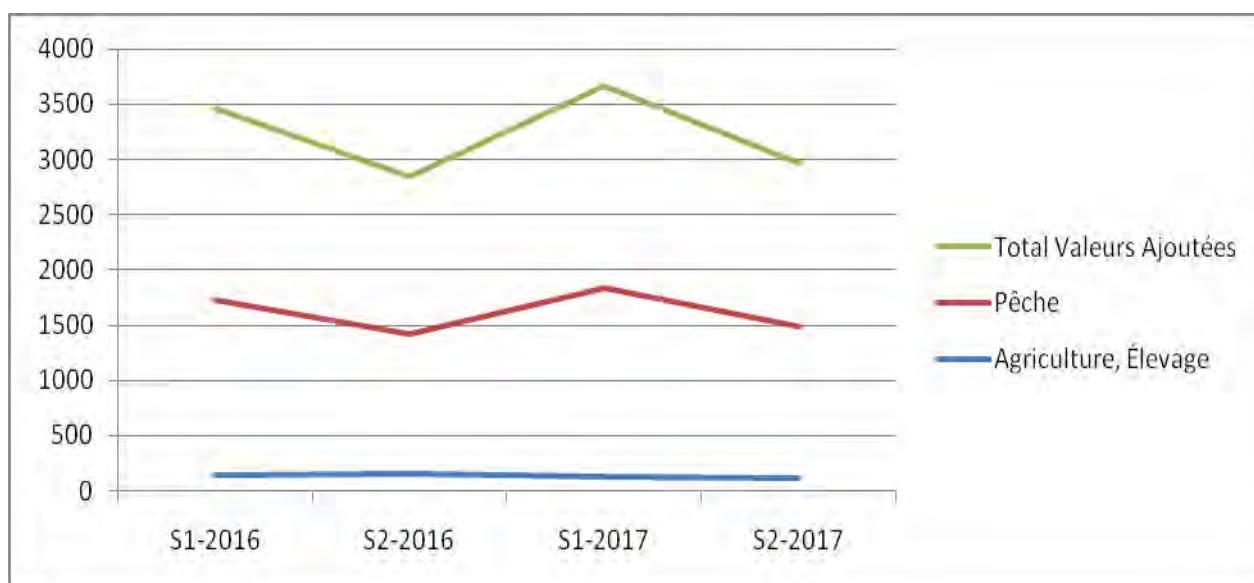
La branche « Agriculture, élevage et pêche » a été en proie à une récession très marquée au deuxième semestre 2017. Sa production en volume a diminué de 19,2% en variation semestrielle, en rapport avec celle des sous-branches « Agriculture et élevage » et « Pêche ». Cependant, elle a connu une progression de 4,2% en glissement annuel grâce au dynamisme de la sous-branche « Pêche ». Le graphique n°1 montre que l'évolution de la production de cette branche est fortement corrélée à celle de la sous-branche pêche.

Tableau n°1 : Production réelle (en millions de francs CFA)

Libellé	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (en %)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
Agriculture, Élevage	149,28	157,02	133,37	115,61	-13,32	-26,38
pêche	1582,03	1263,57	1699,93	1365,13	-19,69	8,04
<b>Total</b>	<b>1731,31</b>	<b>1420,59</b>	<b>1833,30</b>	<b>1480,74</b>	<b>-19,23</b>	<b>4,23</b>

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

Graphique n°1 : Production de la branche agriculture, élevage et pêche





### 2.1.1.2. Sylviculture et exploitation forestière

La branche « Sylviculture et exploitation forestière », tout comme au premier semestre 2017, a connu une évolution mitigée. En variation semestrielle, elle a vu ses activités baisser de 5,5% en raison de la régression de la production des grumes (-13,3%) et des placages déroulés (-8,3%).

En glissement annuel, elle a crû de 3,8% entre le second semestre 2016 et le second semestre 2017. Cette progression est consécutive à l'accroissement de la production de sciages (71,3%) et de contreplaqués (40,7%). Cette situation s'explique par l'application de la mesure exigeant aux sociétés forestières de transformer 85% de leurs productions au Congo.

**Tableau n°2 : Production du bois (en termes réels)**

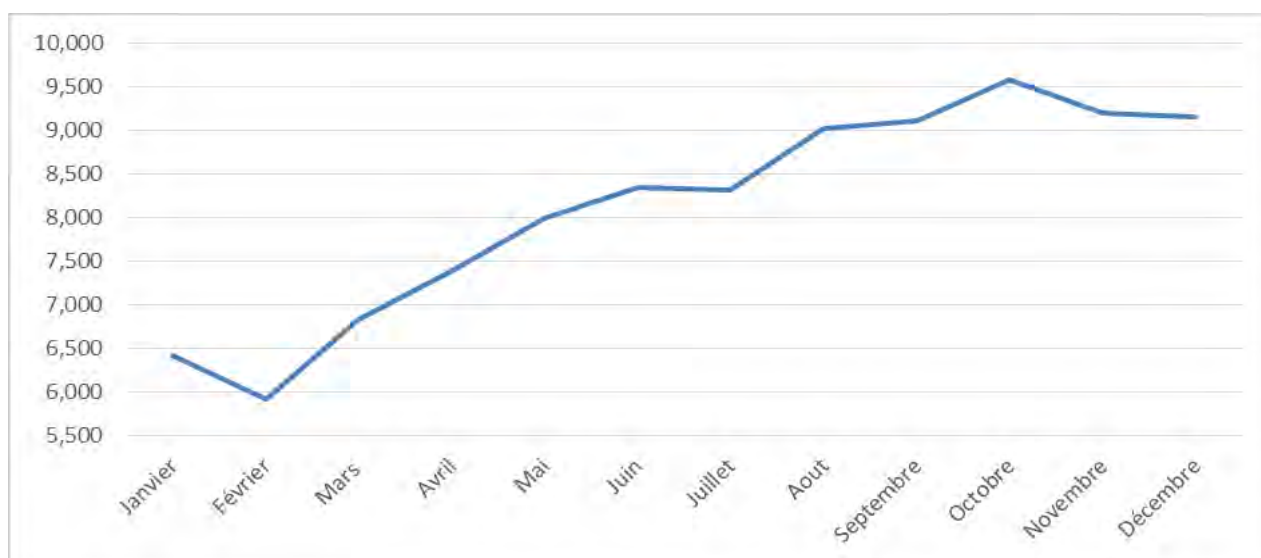
	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (en %)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
Grumes	7720,75	9174,84	8473,26	7349,48	-13,26	-19,90
Sciage	5018,82	3330,72	5482,67	5705,31	4,06	71,29
Placages déroulés	1171,12	1555,14	1499,92	1374,77	-8,34	-11,60
Contreplaqué	389,71	292,34	249,51	411,34	64,86	40,71
<b>Total</b>	<b>14300,40</b>	<b>14353,04</b>	<b>15705,36</b>	<b>14840,90</b>	<b>-5,50</b>	<b>3,78</b>

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

### 2.1.1.3. Industries extractives

Selon la Direction des ressources naturelles du ministère des finances et du budget, la production du pétrole a fortement augmenté au second semestre 2017, atteignant un taux de 26,8%, grâce essentiellement à l'entrée en production du champ pétrolier de Moho-Nord. En glissement annuel, la production de la branche « Industries extractives » a augmenté de 29,8%, passant de 41,9 millions de baril au deuxième semestre 2016 à 54,4 millions de baril au second semestre 2017.

**Graphique n°2 : Production pétrolière en 2017 (en millions de barils)**



## 2.1.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire a été marqué par une baisse de ses activités au cours du deuxième semestre 2017, à cause de la mauvaise passe que traversent les branches « Industries manufacturières » et « Bâtiments et travaux publics ».

### 2.1.2.1. Industries Manufacturières

La production de la branche « Industries manufacturières » a connu une régression de 11,8% en glissement annuel. En variation semestrielle, ce recul n'est que de 0,7%. Cette évolution résulte de la contreperformance des sous-branches « Industries alimentaires » et « Autres industries manufacturières ».

**Tableau n°3 : Production de la branche industries manufacturières  
(en millions de francs CFA)**

Libellés	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
<b>Industries manufacturières</b>	<b>49839,19</b>	<b>51427,74</b>	<b>45680,68</b>	<b>45368,41</b>	<b>-0,68</b>	<b>-11,78</b>
Industries alimentaires	42410,02	43017,45	37818,25	37807,86	-0,03	-12,11
Autres industries manufacturières	7429,17	8410,29	7862,43	7560,55	-3,84	-10,10

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

#### a) Industries alimentaires

Dans la sous-branche « Industries alimentaires », l'activité a été marquée par une baisse de 12% de la production en termes réels, en glissement annuel, en relation avec la chute de la production des industries de boissons et tabacs (-26,3%).

**Tableau n°4 : Production de la sous-branche industries alimentaires (en millions de francs CFA)**

Libellés	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
Agro-alimentaire	4341,47	6421,06	7545,71	10842,53	43,69	68,86
Boissons et Tabacs	38068,55	36596,39	30272,55	26965,33	-10,92	-26,32
<b>Total</b>	<b>42410,02</b>	<b>43017,45</b>	<b>37818,25</b>	<b>37807,86</b>	<b>-0,03</b>	<b>-12,11</b>

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

#### b) Autres industries manufacturières

Les « Autres industries manufacturières » ont essuyé une récession au second semestre 2017. Leur production s'est contractée de 10,1% entre le deuxième semestre 2016 et le second semestre 2017. Elle, à son tour, a régressé de 3,8% en variation semestrielle. Comme le montre le tableau n°5, cette variation est imputable aux contreperformances des industries chimiques (-40,2%), des industries métalliques (-39,1%), des industries de papier et imprimerie (-24,1%) et des industries du ciment (-6,1%), en lien avec la baisse de la demande intérieure.

**Tableau n°5 : Production de la sous-branche autres industries manufacturières (en millions de francs CFA)**

Libellés	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
- Industrie chimique	811,02	688,51	587,68	411,53	-29,97	-40,23
- Industrie papier et imprimerie	553,73	501,21	440,12	380,41	-13,57	-24,10
- Industrie du Ciment	6009,96	7178,03	6775,31	6742,68	-0,48	-6,06
- Industrie métallique	54,47	42,54	59,32	25,92	-56,29	-39,07
<b>Total</b>	<b>7429,17</b>	<b>8410,29</b>	<b>7862,43</b>	<b>7560,55</b>	<b>-3,84</b>	<b>-10,10</b>

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

### 2.1.2.2. Electricité et eau

Au deuxième semestre 2017, la branche « Electricité et eau », a connu une meilleure fortune que celle de ses sœurs du secteur secondaire, en rapport avec les performances des sous-branches « Electricité » et « Eau ».

La production nationale d'électricité a progressé de 2,1% par rapport au deuxième semestre 2016. Cette progression a été impulsée par l'augmentation de la production des barrages de Moukoulou (21,3%), d'Imboulou (2,2%), de la Centrale thermique de Brazzaville (50%) et de Liwesso (104,8%).

**Tableau n°6 : Production nationale d'électricité**

Sources	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
Moukoulou	257,40	172,30	267,60	209,00	-21,90	21,30
Imboulou	345,20	337,90	357,20	345,40	-3,30	2,22
Liwesso		6,30	13,60	12,90	-5,15	104,76
CTB	2,00	0,20	1,50	0,30	-80,00	50,00
CEC	762,20	880,90	787,10	859,70	9,22	-2,41
<b>Production en volume (en Gwh)</b>	<b>1366,80</b>	<b>1397,60</b>	<b>1427,00</b>	<b>1427,20</b>	<b>0,01</b>	<b>2,12</b>

Source: SNE

Dans le même temps, la production nationale d'eau a enregistré un accroissement de 5,5% entre le deuxième semestre 2016 et le deuxième semestre 2017, grâce à la hausse de la production dans les usines de Djiri (4%) et de Djoué (2,2%) ainsi que dans les forages et autres points de traitement d'eau.

**Tableau n°7: Production nationale d'eau**

Sources	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
- Djiri	17,93	19,40	20,63	20,18	-2,17	3,99
- Djoué	5,64	5,25	4,42	5,37	21,49	2,23
- Forages	11,78	11,70	11,80	13,07	10,73	11,70
- Autres localités	4,41	5,01	4,58	5,02	9,63	0,30
<b>Production effective (en 10<sup>6</sup> m<sup>3</sup>)</b>	<b>39,77</b>	<b>41,37</b>	<b>41,43</b>	<b>43,64</b>	<b>5,33</b>	<b>5,49</b>

Source: SNDE

### 2.1.2.3. Bâtiments et travaux publics

Faute des données fiables sur l'ensemble des sous-branches de la branche « Bâtiments et travaux publics » (BTP), l'analyse des BTP ne portera que sur le chiffre d'affaires de la sous-branche « Bâtiments ».

La baisse d'activités dans la branche « Bâtiments et travaux publics » (BTP), constatée depuis l'année 2016, s'est poursuivie au second semestre 2017. Le chiffre d'affaires en termes réels de la branche BTP a chuté de 71,8% entre le deuxième semestre 2016 et le second semestre 2017. Cette baisse s'explique principalement par la réduction de l'investissement public.

### 2.1.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a vu son chiffre d'affaires reculer entre le deuxième semestre 2016 et le second semestre 2017 à un taux de 17,2%. Cette évolution concerne toutes les branches de ce secteur.

#### 2.1.3.1. Transports et télécommunications

Le chiffre d'affaires en termes réels de la branche « Transports et télécommunications » a enregistré une baisse de 24%. Cette variation résulte des contreperformances des sous-branches « Transports » et « Télécommunications ».

##### a) Transports

Le chiffre d'affaires en termes réels de cette sous-branche a diminué de 30% en glissement annuel et de 10,7% en variation semestrielle, à cause de la chute du transport des voyageurs (-50%) et du transport des marchandises (-93,8%), des travaux portuaires (-15,2%) et des services aéroportuaires (-13,5%).

**Tableau n°8 : Chiffre d'affaires des services de transport**

Libellés	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (en %)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
Transport voyageurs	11090,31	11810,16	8799,13	5910,15	-32,83	-49,96
Transport marchandises	14111,11	10924,01	5579,64	680,00	-87,81	-93,78
Services aéroportuaires	4880,00	4137,00	3664,00	3578,00	-2,35	-13,51
Travaux portuaires	978,30	556,80	746,90	472,20	-36,78	-15,19

Source : DGE (enquête de conjoncture, octobre 2018)

##### b) Télécommunications

Les télécommunications ont connu une baisse d'activités au deuxième semestre 2017. Leur chiffre d'affaires en termes réels a reculé de 21%, par rapport deuxième semestre 2016, entraînée par la diminution du chiffre d'affaires des abonnements TV (-34,7%) et de celui de la téléphonie mobile (-28,9%).

**Tableau n°9 : Chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications**

Libellés	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
- Téléphonie fixe	295,39	318,62	369,37	327,25	-11,40	2,71
- Téléphonie mobile	95861,37	85737,32	77172,22	60962,33	-21,00	-28,90
- Abonnement TV	470,17	970,51	519,04	639,50	23,21	-34,11
- Abonnement Internet	16889,35	16813,34	17642,85	19687,80	11,59	17,10
- Travaux d'installation et accessoires de télécom	1568,57	791,90	731,24	1025,93	40,30	29,55
<b>Total</b>	<b>115084,85</b>	<b>104631,69</b>	<b>96434,72</b>	<b>82642,81</b>	<b>-14,30</b>	<b>-21,02</b>

Source : DGE (enquête de conjoncture, octobre 2018)

### 2.1.3.2. Commerce, restaurants et hôtels

Tout comme celle des « Transports et télécommunications », la branche « Commerce, restaurants et hôtels » a enregistré un net recul de son niveau d'activités au deuxième semestre 2017. En effet, son chiffre d'affaires en termes réels a régressé de 18,8% par rapport au semestre correspondant de l'année précédente. Ce repli résulte des contreperformances des sous-branches « Commerce » et « Restaurants et hôtels » dont les chiffres d'affaires ont diminué respectivement de 18,9% et 18,4%.

**Tableau n°10 : Chiffre d'affaires de « Commerce, restaurants et hôtels »**

Sous-branches	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (%)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
Commerce	94512,92	97742,16	79635,92	79273,19	-0,46	-18,90
Restaurants et hôtels	7825,78	7025,09	6848,62	5731,02	-16,32	-18,42
<b>Total</b>	<b>102338,71</b>	<b>104767,25</b>	<b>86484,54</b>	<b>85004,21</b>	<b>-1,71</b>	<b>-18,86</b>

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

L'analyse de la sous-branche « Commerce » par produit montre que les biens qui ont été les plus vendus sont les textiles, les véhicules, les pièces détachées et les chaussures. En revanche, ceux qui ont été les moins vendus sont les produits alimentaires, les matériaux de construction, les fournitures de bureau, les produits pharmaceutiques, le matériel et les accessoires informatiques, l'électroménager, le matériel électrique et les équipements et produits médicaux.

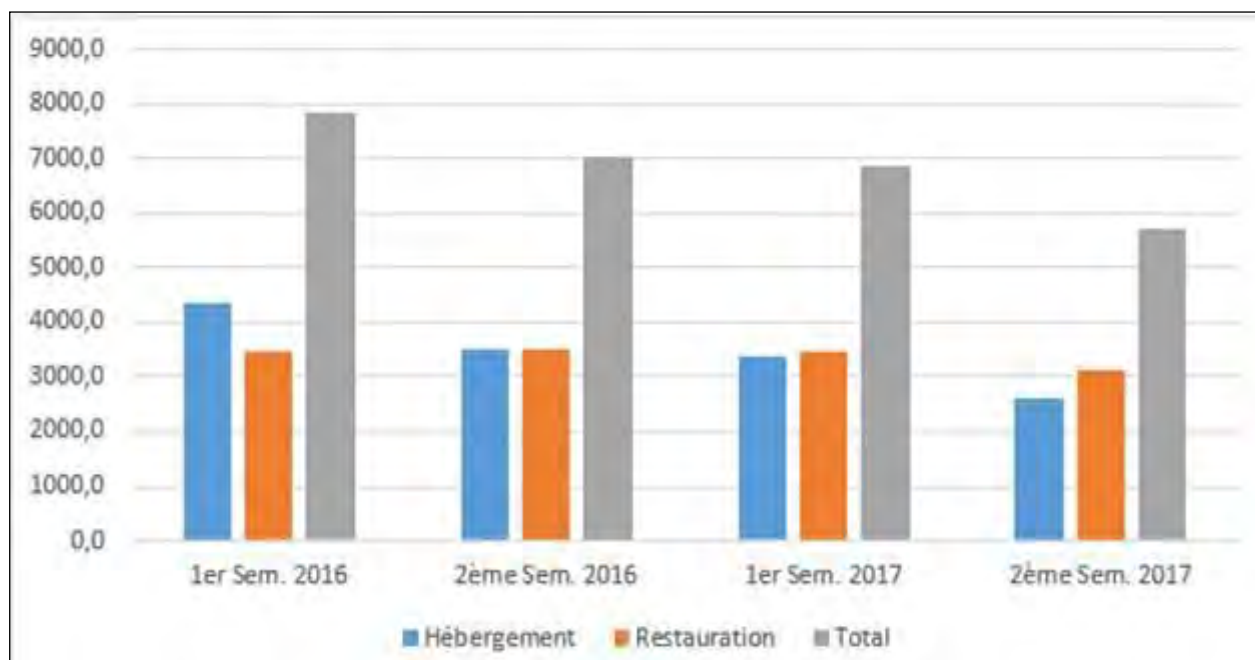
**Tableau n°11 : Chiffre d'affaires par produit**

Produit	Variation (en %)	
	S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
- Produits alimentaires	-10,10	-22,04
- Textiles	14,83	87,25
- Matériaux de construction	28,53	-3,71
- Véhicules	15,90	20,10
- Fournitures de bureau	37,49	-7,74
- Produits pharmaceutiques	-2,23	-8,98
- Matériel et accessoires informatiques	20,43	-30,89
- Electroménager	-12,83	-25,72
- Matériel Electrique	-12,58	-52,59
- Pièces détachées véhicules et services après-vente	27,80	26,54
- Produits de désinfection et dératisation	17,08	-15,07
- Matériels et équipements industriels	8,08	-4,76
- Literie et articles de décoration maison	-40,49	-65,09
- Ustensiles de cuisine	8,00	-13,94
- Autres Produits alimentaires	44,63	-0,41
- Machines Caterpillar, Groupes électrogènes, pièces de rechanges, maintenance et services après-vente	-9,81	-38,01
- Equipements et produits médicaux	-38,48	-72,47
- Liqueurs, Tabacs, parfums et cosmétiques	21,64	-26,06
- Chaussures	13,47	22,50

Source : DGE (Enquête de conjoncture, octobre 2018)

L'activité hôtelière ne cesse de se dégrader depuis le début de la crise économique et financière qui sévit dans notre pays. Le chiffre d'affaires en termes réels des hôtels a régressé de 18,4% entre le deuxième semestre 2016 et le deuxième semestre 2017, en lien avec la baisse des activités d'hébergement (-25,5%) et de restauration (-11,4%).

**Graphique n°3 : Chiffre d'affaires de l'hôtellerie (en millions de francs CFA)**



Source : DGE (enquête de conjoncture, octobre 2018)

### 2.1.3.3. Autres services

S'agissant de la branche « Autres services », qui est constituée des services rendus par les banques, les assurances, les entreprises parapétrolières, les sociétés d'affranchissement courrier et les sociétés de transit, manutention et acconage, elle a vu son chiffre d'affaires chuter de 13,7% entre le deuxième semestre 2016 et le second semestre 2017. Cette baisse puise ses racines dans les contreperformances des sous-branches « Banques et assurances » (-12%) et « Autres services aux entreprises » (-15,6%).

## 2.2. Effectifs employés

Les effectifs employés (temporaires et permanents) dans les entreprises enquêtées ont globalement reculé, en rapport avec la baisse d'activités enregistrée dans les entreprises exerçant dans les secteurs secondaire et tertiaire. En effet, le nombre de travailleurs émergeant dans ces entreprises a baissé d'environ 7% au 31 décembre 2017 par rapport à fin juin 2017 et de 5,4% en glissement annuel.

De façon détaillée (voir tableau n°12), en glissement annuel, les effectifs employés ont évolué de façon mitigée au niveau des secteurs d'activités, avec une hausse dans le secteur primaire et une baisse dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Les effectifs du secteur primaire ont connu une augmentation de 7,2% entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017 en liaison avec l'accroissement du nombre de travailleurs utilisés dans les entreprises pétrolières. Toutefois, entre fin juin et fin décembre 2017, ces effectifs sont en baisse de 1,8%. Dans le même temps, les effectifs des travailleurs des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire ont régressé respectivement de 7% et 6,9%, en glissement annuel.

**Tableau n°12 : Effectifs employés (permanents et temporaires)**

Indicateurs	Fin juin 2016	Fin déc. 2016	Fin juin 2017	Fin déc. 2017	Variations (en %)	
					Fin déc. 17/ Fin juin 17	Fin déc. 17/ Fin déc. 16
<b>Secteur primaire</b>						
Agriculture, Elevage, Pêche	894	862	985	972	-1,32	12,76
Bois	2511	2442	2594	2450	-5,55	0,33
Industries pétrolières	821	812	916	992	8,30	22,17
<i>Sous-total (1)</i>	<b>4226</b>	<b>4116</b>	<b>4495</b>	<b>4414</b>	<b>-1,80</b>	<b>7,24</b>
<b>Secteur secondaire</b>						
Industries manufacturières	8765	6943	8266	6571	-20,51	-5,36
Electricité et Eau	5732	5878	5782	5600	-3,15	-4,73
Bâtiments et travaux publics	1755	1152	934	819	-12,31	-28,91
<i>Sous-total (2)</i>	<b>16252</b>	<b>13973</b>	<b>14982</b>	<b>12990</b>	<b>-13,3</b>	<b>-7,03</b>
<b>Secteur tertiaire</b>						
Transports et télécom.	8611	8643	7833	7695	-1,76	-10,97
Commerce, restaurants et hôtels	5658	5627	5709	5412	-5,2	-3,82
Autres services	4626	4657	4638	4520	-2,54	-2,94
<i>Sous-total (3)</i>	<b>18895</b>	<b>18927</b>	<b>18180</b>	<b>17627</b>	<b>-3,04</b>	<b>-6,87</b>
<b>Total effectifs du secteur formel</b>	<b>39373</b>	<b>37016</b>	<b>37657</b>	<b>35031</b>	<b>-6,97</b>	<b>-5,36</b>

Source : DGE (enquête de conjoncture, octobre 2018)

## 2.3. Inflation

Au deuxième semestre 2017, les prix à la consommation ont faiblement augmenté, en liaison avec la baisse de la demande intérieure et du resserrement de la politique monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). En effet, suivant les données collectées auprès de l'Institut National de la Statistique (INS), l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,98% en glissement annuel et de 0,89% en variation semestrielle.

**Tableau n°13 : Indice des prix à la consommation**

Indicateurs	S1-2016	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation (en %)	
					S2-2017/ S1-2017	S2-2017/ S2-2016
IPC BZ	150,2	150,1	149,98	151,53	1,03	0,95
IPC PN	132,3	133,4	134,05	134,83	0,58	1,07
IPC national	144,1	144,4	144,57	145,86	0,89	0,98

Source : INS/DGE

## 2.4. Commerce extérieur

Sur le plan des échanges extérieurs, on a enregistré un excédent de la balance commerciale au second semestre 2017. D'après les données de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI), le solde de la balance commerciale s'est chiffré à 904,6 milliards de francs CFA au deuxième semestre 2017, en nette progression par rapport au premier semestre.

Les exportations de biens, s'élevant à 1554,4 milliards de francs CFA au deuxième semestre 2017, ont augmenté de 76,7% en variation semestrielle et ont plus que doublé en glissement annuel. Cette augmentation est le fait de la hausse du prix de pétrole et de la production pétrolière.

**Tableau n°14 : Echanges extérieurs des biens (en milliards de francs CFA)**

Indicateurs	S2-2016	S1-2017	S2-2017	Variation(%)	
				S2 2017 / S1 2017	S2 2017 / S2 2016
Total Exportation	589,2	879,6	1554,4	76,7	163,8
Total Importation	1497,9	745,4	649,8	-12,8	-39,0
Solde commercial	-908,7	134,2	904,6	-	-

Source : Commerce spécial, DGDDI/DGE

Les importations de biens, évaluées à 649,8 milliards de francs CFA, ont, quant à elles, reculé de 12,8% en variation semestrielle et de 39% en glissement annuel.

## 2.5. Finances publiques

La situation des finances au deuxième semestre 2017 est marquée par une diminution drastique des recettes publiques.

### 2.5.1. Recettes publiques

Les recettes budgétaires (dons exclus) ont été recouvrées à hauteur de 510,6 milliards de FCFA au deuxième semestre 2017, en baisse de 11,2%, par rapport au deuxième semestre 2016. Cette évolution est tributaire principalement de celle des recettes non pétrolières (-15,2%).

Les dons, qui se sont chiffrés à 9,7 milliards de FCFA au second semestre 2017, ont connu une chute de 28,7% en glissement annuel et de 51,3% en variation semestrielle.

### 2.5.2. Dépenses publiques et prêts nets

Les dépenses et prêts nets ont chuté de 28,8% entre le deuxième semestre 2016 et le second semestre 2017, sous l'effet de l'effondrement des dépenses d'investissement.

**Tableau n°15 : Tableau des opérations financières de l'Etat (2016 - 2017)**

Libellés	S1-16	S2-16	S1-17	S2-17	Variation en %	
					S2-17/ S1-17	S2-17/ S2-16
<b>I- Recettes totales (hors dons)</b>	<b>675,5</b>	<b>574,9</b>	<b>602,7</b>	<b>510,6</b>	<b>-15,3</b>	<b>-11,2</b>
1.1- Recettes pétrolières	230	188,9	193,3	183,2	-5,2	-3
1.2- Recettes non pétrolières	445,5	386	409,8	327,4	-20,1	-15,2
<b>2- Dons</b>	<b>26,8</b>	<b>13,6</b>	<b>19,9</b>	<b>9,7</b>	<b>-51,3</b>	<b>-28,7</b>
<b>II- Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>779,6</b>	<b>873,2</b>	<b>866,4</b>	<b>621,6</b>	<b>-28,3</b>	<b>-28,8</b>
<b>2.1- Dépenses courantes</b>	<b>511,8</b>	<b>554,3</b>	<b>563,3</b>	<b>586,4</b>	<b>4,1</b>	<b>5,8</b>
Dépenses courantes (h. intérêts)	764,9	267,6	520,5	527,5	1,3	97,1
Intérêts dettes	15	18,6	62,3	58,9	-5,5	216,7
<b>2.2- Dépenses en capital</b>	<b>262,3</b>	<b>313,4</b>	<b>275,2</b>	<b>105,4</b>	<b>-61,7</b>	<b>-66,4</b>
<i>Sur financement intérieur</i>	<i>188,3</i>	<i>241,8</i>	<i>116,1</i>	<i>45,3</i>	<i>-61</i>	<i>-81,3</i>
<b>2.3- Comptes spéciaux et budg. annexes</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>4,8</b>	<b>6,5</b>	<b>35,4</b>	<b>18,2</b>
<b>Solde primaire (sur fonds propres)</b>	<b>-20,9</b>	<b>65,5</b>	<b>-42,3</b>	<b>-79,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Solde base engag. (y.c. dons)</b>	<b>-77,3</b>	<b>-284,7</b>	<b>-263,7</b>	<b>-51,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Source: DGB (TOFE)



S'établissant à 586,4 milliards de FCFA au deuxième semestre 2017, les dépenses courantes ont progressé de 5,8% par rapport au second semestre 2016, en lien notamment avec l'explosion des dépenses au titre de remboursement des intérêts de la dette (216,7%).

Limitées à 105,4 milliards de FCFA au deuxième semestre 2017, les dépenses en capital sont en baisse de 66,4% par rapport au deuxième semestre 2016 et de 61,7% en variation semestrielle. Cette contraction est révélatrice des tensions de trésorerie auxquelles fait face l'Etat depuis le début de la crise économique et financière.

### **2.5.3. Soldes budgétaires**

La gestion des finances publiques décrite ci-dessus a conduit à la dégradation du solde primaire. Le solde primaire est passé de -42,3 milliards de FCFA au premier semestre 2017 à -79 milliards au second semestre 2017.

Dans le même temps, le déficit budgétaire base engagements y compris dons, s'est établi à 51,2 milliards FCFA au second semestre 2017 contre 263,7 milliards de FCFA au premier semestre 2017, en liaison principalement avec la réduction des dépenses en capital.

## **2.6. Situation monétaire**

La situation monétaire à fin décembre 2017, est marquée par la chute des avoirs extérieurs nets, l'augmentation du crédit intérieur et la contraction de la masse monétaire.

### **2.6.1. Avoirs extérieurs nets**

Selon les données de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 54,1%, passant de 461,75 milliards de FCFA au 31 décembre 2016, à 212,13 milliards douze mois après. En conséquence, le taux de couverture de la monnaie, qui était de 43,9% à fin décembre 2016, est tombé à 27,6% à fin décembre 2017, la norme statutaire étant fixée à 20%.

### **2.6.2. Crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 2,9% entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017, passant de 1755,68 milliards de FCFA à 1806,89 milliards de FCFA, sous l'effet de la hausse des créances nettes sur l'Etat.

Les créances nettes sur l'Etat sont ressorties à 595,37 milliards de FCFA au 31 décembre 2017, soit un accroissement de 15,2% en glissement et de 23,7% en variation semestrielle.

Pour leur part, les crédits à l'économie sont ressortis à 1211,52 milliards de FCFA à fin décembre 2017, en baisse de 2,2% en glissement annuel et de 4,4% en variation semestrielle.

**Tableau n°16 : Masse monétaire et ses contreparties**

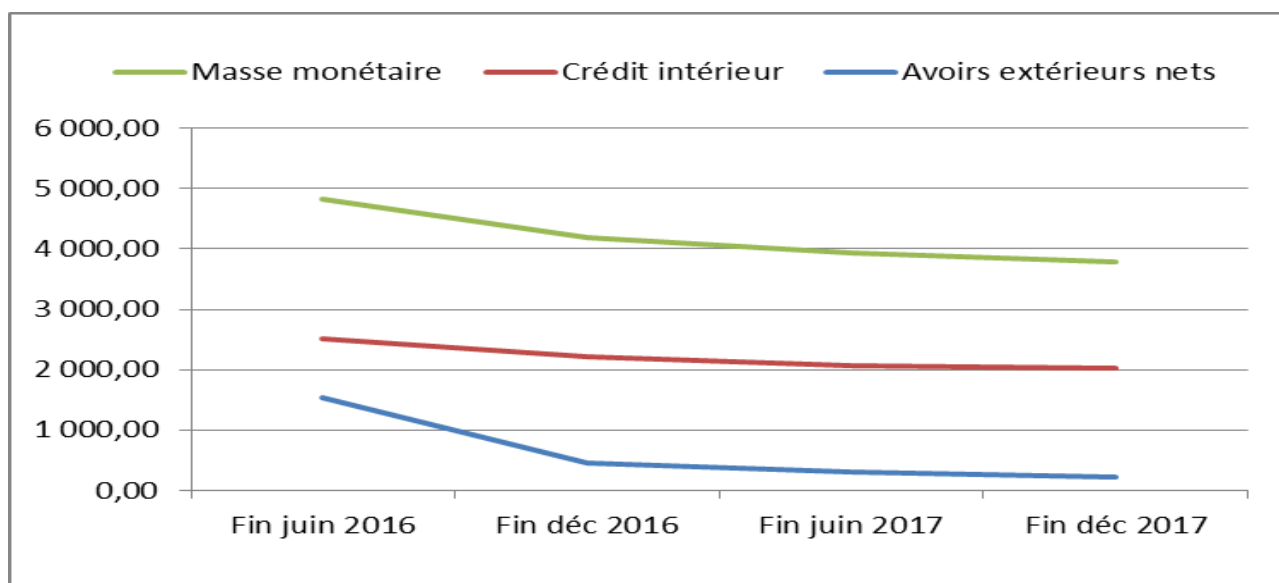
Libellés	2016		2017		Déc. 17/ Juin 17	Déc. 17/ déc. 16
	Fin juin	Fin déc.	Fin juin	Fin déc.		
	<i>En milliards de F CFA</i>				<i>Variation en %</i>	
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1 541,47</b>	<b>461,75</b>	<b>309,39</b>	<b>212,13</b>	<b>-31,4</b>	<b>-54,1</b>
<b>Crédit intérieur</b>	<b>980,94</b>	<b>1 755,68</b>	<b>1 748,99</b>	<b>1 806,89</b>	<b>3,3</b>	<b>2,9</b>
Créances nettes sur l'Etat	-185,49	516,93	481,47	595,37	23,7	15,2
Crédits à l'économie	1 166,42	1 238,75	1 267,52	1 211,52	-4,4	-2,2
<b>Masse monétaire</b>	<b>2 311,18</b>	<b>1 971,83</b>	<b>1 886,71</b>	<b>1 766,14</b>	<b>-6,4</b>	<b>-10,4</b>
<b>Autres postes nets</b>	<b>211,23</b>	<b>245,60</b>	<b>171,67</b>	<b>252,88</b>	<b>47,3</b>	<b>3,0</b>
<b>Taux de couverture des engagements à vue</b>	<b>65,1</b>	<b>43,9</b>	<b>37,5</b>	<b>27,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Source: BEAC

### 2.6.3. Masse monétaire

Au 31 décembre 2017, la masse monétaire (M2) a été évaluée à 1766,14 milliards de FCFA, affichant ainsi un recul de 10,4% en glissement annuel et de 6,4% en variation semestrielle, en rapport avec la chute des avoirs extérieurs.

**Graphique n°4 : Masse monétaire et ses composantes (en milliards de francs CFA)**



### III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2018

Ce dernier volet de la note de conjoncture comportera deux principaux points. Le premier aura trait à l'économie internationale et le second à l'économie nationale.

#### 3.1. Economie internationale

Les perspectives macroéconomiques pour 2018, au niveau international, seront analysées principalement à l'aune de l'évolution des conditions financières, de la croissance économique mondiale, des prix des produits de base et de l'inflation.

##### 3.1.1. Conditions financières

Selon le FMI, en dépit des turbulences sur les marchés d'actions en février 2018, des replis des marchés boursiers en mars 2018, des hausses des rendements obligataires, du resserrement de la politique monétaire dans certains pays avancés et de l'accélération de l'inflation, les conditions financières resteraient accommodantes et soutiendraient la reprise en 2018.

En effet, le durcissement de la politique monétaire par certaines banques centrales (aux Etats-Unis, à l'Union européenne, au Royaume-Uni) et la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine n'auraient pas d'effets significatifs sur les cours boursiers. En outre, les conditions financières dans les pays émergents et les flux des capitaux vers les pays émergents, qui ont ralenti au deuxième semestre 2017 tout en restant robustes, seraient favorables à la reprise de l'activité économique mondiale.

##### 3.1.2. Croissance économique

Selon le Fonds Monétaire International, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018, portée par les conditions financières accommodantes, les répercussions intérieures et internationales de la politique budgétaire expansionniste des États-Unis ainsi que le rebond partiel des prix des produits de base qui devrait booster la croissance dans les pays exportateurs de ces produits.

Dans les *pays avancés*, la croissance devrait atteindre 2,5 % en 2018 et s'expliquerait principalement par les effets attendus de la politique budgétaire expansionniste des États-Unis sur l'économie américaine et sur l'économie internationale ainsi que par une amélioration des perspectives dans la zone euro et au Japon.

Aux *États-Unis*, la croissance serait de 2,9 % en 2018, en lien avec un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique attendu de la réforme fiscale de décembre 2017 (en particulier, la baisse des impôts sur les bénéficiaires des sociétés et la déductibilité temporaire de toutes les dépenses d'investissement) et l'augmentation des dépenses publiques suite à l'accord budgétaire conclu par les deux partis politiques en février 2018.

Dans la *zone euro*, la croissance devrait être de 2,4% en 2018, en rapport avec un raffermissement de la demande intérieure dans l'ensemble de la zone, une politique monétaire accommodante et une amélioration de la demande extérieure.

Au *Japon*, la croissance serait de 1,2% en 2018 et résulterait, entre autres, d'une augmentation de la demande extérieure et d'un accroissement de l'investissement privé.

Dans les *pays émergents* et les *pays en développement*, la croissance se situerait à 4,9 % en 2018. Elle s'expliquerait principalement par les solides résultats économiques dans les pays émergents d'Asie et une amélioration des perspectives des pays exportateurs de produits de base.

En *Afrique subsaharienne*, le PIB en termes réels progresserait de 3,4% en 2018, en raison notamment de l'amélioration de la situation dans les pays exportateurs de produits de base.

Dans la *zone CEMAC*, la croissance serait de 1,7% en 2018 contre -0,1% en 2017. Ce regain d'activités résulterait, du côté de l'offre, d'une reprise des activités pétrolières et d'une bonne tenue des activités non pétrolières. Tandis que, du côté de la demande, il s'expliquerait par l'accroissement de la demande intérieure.

### **3.1.3. Prix des matières premières**

Selon les estimations de la Commission de la CEMAC, hormis ceux du café Robusta, de l'huile de palme et du caoutchouc, les cours des principales matières premières connaîtraient une hausse en 2018. Le cours du cacao progresserait de 19,7%, celui du coton de 15,1%, celui de la banane de 5,8%, celui du bois en grume de 4,1%, celui du bois débité de 8,9%, celui du pétrole de 33% et celui du gaz naturel de 29,6%.

### **3.1.4. Inflation**

Au niveau mondial, les tensions inflationnistes s'accroîtraient en 2018, en raison de l'affermissement de la demande et du renchérissement des prix de matières premières.

Dans les *pays avancés*, l'inflation globale serait de 2% en 2018 contre 1,7% en 2017, dont 2,5% aux *Etats-Unis*, 1,5% dans la *zone euro* et 1,1% au *Japon* et 2,7% au *Royaume-Uni*.

Dans les *pays émergents* et en *développement*, hors Venezuela, l'inflation atteindrait 4,6% en 2018 contre 4% en 2017. Elle serait de 4,6% dans la Communauté des Etats indépendants, de 3,3% dans les pays émergents et en développement d'Asie, de 6,8% dans les pays émergents et en développement d'Europe et de 9,5% en *Afrique Subsaharienne*.

Dans la *zone CEMAC*, l'inflation s'élèverait à 1,6% en 2018 contre 0,9% en 2017, demeurant ainsi en deçà de la norme communautaire qui est de 3%.

## **3.2. Economie nationale**

Cette section présentera les perspectives pour 2018 du secteur réel, de l'inflation, des finances publiques et de la situation monétaire.

### **3.2.1. Secteur réel**

Suivant les prévisions réalisées par le Comité de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire, les perspectives macroéconomiques pour 2018 s'annoncent favorables. Le PIB en termes réels croîtrait de 2% en 2018. Cette croissance serait tirée essentiellement par le secteur pétrolier.

Le secteur primaire connaîtrait une croissance de 17,5%, induite principalement par le dynamisme des industries extractives (24,4%). La branche « Agriculture, élevage, chasse et pêche » verrait sa production progresser de 6,5%, pendant que la branche « Sylviculture et exploitation forestière » n'augmenterait que de 1,9%.

Le secteur secondaire, plombé par les contreperformances de la branche « Bâtiments et travaux publics » (BTP), afficherait une croissance atone (1,7%). De façon détaillée, la production de la branche « Industries manufacturières » s'élèverait de 2,7%, celle de « Electricité, gaz et eau » de 5,2%, tandis que celle des BTP chuterait de 13,7%.

Le secteur tertiaire serait en proie à une récession en 2018, avec un taux de croissance de -1,3%. Cette évolution s'expliquerait notamment par les mauvais résultats enregistrés dans les branches « Commerce, restaurants et hôtels » et « Administrations publiques ».

### **3.2.2. Inflation**

Selon l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation devrait augmenter légèrement en 2018, pour atteindre 1,8%. Comme en 2017, le Congo respecterait en matière d'inflation le critère communautaire de 3%.

### **3.2.3. Finances publiques**

Selon la loi des finances exercice 2018, les recettes totales hors dons et legs se chiffrent à 1573,4 milliards de FCFA. Elles se répartissent comme suit :

- recettes non pétrolières : 770,1 milliards de FCFA ;
- recettes pétrolières : 749,2 milliards de FCFA ;
- cotisations sociales : 54,1 milliards de FCFA ;

Les dons et legs sont projetés à 29,2 milliards de FCFA.

Les dépenses totales, quant à elles, seraient arrêtées à 1383,6 milliards de FCFA, dont les dépenses courantes (1039,6 milliards de FCFA), les dépenses en capital (264 milliards de FCFA) et les budgets annexes et comptes spéciaux (80 milliards de FCFA).

Le solde primaire de base serait de 469,2 milliards de FCFA, tandis que le solde primaire de base hors pétrole se situerait à -280 milliards de FCFA et le solde global hors pétrole tomberait à -530,2 milliards de FCFA.

### **3.2.4. Situation monétaire**

Selon la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, la situation monétaire à fin décembre 2018, serait marquée par :

- une hausse des avoirs extérieurs nets de 2,7% ;
- une baisse du crédit intérieur net de 1,6%, en raison du repli des crédits à l'économie ;
- un recul de la masse monétaire de 2,7%.